

Conseil Municipal du 04 mai 2010

A 18H30

VILLE DE DOUDEVILLE

COMPTE RENDU INTERNET

	Présents	Absents excusés	Absents	Pouvoirs
M. DURÉCU	X			
M. PERCHE	X			
M. ORANGE	X			
Mme FICET	X			
M. JOBBIN	X			
M. LOSSON		X		M. DURÉCU
M. MOGIS	X			
M. GEMEY	X			
M. DUFOUR	X			
M. BARRE	X			
M. DEFRANCE		X		M. GEMEY
M. MALANDRIN	X			
M. LAURENT	X			
Mme CREPIN	X			
Mme LEGER		X		M. DUFOUR
M. FORTIN	X			
Mme CURDEL	X			
Mme DUROZEY		X		M. FORTIN
M. METAIS			X	
M. BELLIERE	X			
Mme LECLERC		X		MME FICET
M. CROCHEMORE		X		M. MOGIS
Mme MORIN		X		M. PERCHE

Secrétaire de séance : Le Conseil Municipal nomme à ce poste : **M. LAURENT**

1) PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 31 MARS 2010 :

Il s'agit du compte-rendu de la séance du Conseil Municipal du 31 mars dernier.

Vote du Conseil Municipal : Les membres du Conseil Municipal, par 19 voix pour et une abstention (M. BARRE), adoptent le compte-rendu du Conseil Municipal du 31 mars dernier.

2) DEMANDE DE SUBVENTION – RECENSEMENT DES CAVITES SOUTERRAINES :

Les membres du Conseil Municipal doivent décider de la réalisation du recensement des indices de cavités souterraines. Cette dépense est inscrite au budget Ville, au programme 240 et à l'article 2031 « Frais d'études ».

De plus, les membres du conseil municipal doivent autoriser Monsieur Le Maire à demander une subvention auprès du Département.

Avis et vote du Conseil Municipal :

M. FORTIN demande le montant du devis concernant cette mission de recensement des cavités souterraines, ainsi que le taux de subventionnement.

Le montant de l'étude s'élève à 7 656.00 euros H.T, avec un subventionnement à hauteur de 70 % du montant H.T de l'opération et dans la limite d'un plafond de dépense subventionnable de 11 000.00 euros par commune.

M. DURÉCU précise que cette étude s'inscrit dans le cadre de la mise en place du P.L.U.

Les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité des votants, décident de la réalisation du recensement des indices de cavités souterraines. Cette dépense est inscrite au budget Ville, au programme 240 et à l'article 2031 « Frais d'études ».

Les membres du Conseil Municipal, par 22 voix pour, autorisent Monsieur Le Maire à demander une subvention auprès du Département, concernant cette opération.

3) RENOUELEMENT DE LA CONVENTION D'OUVERTURE DE CREDIT AUPRES DE DEXIA CLF BANQUE :

DEXIA nous a envoyé la proposition de renouvellement de notre ligne de trésorerie.

Les conditions sont les suivantes :

« Afin de financer ses besoins ponctuels de trésorerie, la Commune de Doudeville a décidé de renouveler l'ouverture de crédit d'un montant maximum de 229 000.00 euros auprès de la banque DEXIA CLF.

Pour permettre le renouvellement de la convention d'ouverture de crédit, une délibération du Conseil Municipal est nécessaire.

Elle doit être prise dans les termes suivants :

Article 1 : Pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, la Commune de Doudeville décide de contracter auprès de Dexia CLF Banque, une ouverture de crédit d'un montant maximum de 229 000.00 euros, dans les conditions suivantes :

Montant : 229 000.00 euros
Durée : 12 mois
Index des tirages : EONIA
Taux d'intérêts : index + marge de 96 points de base.
Périodicité de facturation des intérêts : Trimestrielle
Commission de réservation : 458.00 euros

Article 2 : Le Conseil Municipal autorise Monsieur Le Maire, à signer le contrat d'ouverture de crédit avec Dexia CLF Banque.

Article 3 : Le Conseil Municipal autorise Monsieur Le Maire à procéder sans autre délibération aux demandes de versement des fonds et aux remboursements des sommes dues, dans les conditions prévues par le contrat d'ouverture de crédit de Dexia CLF Banque. »

Rappel des conditions financières du contrat précédent :

Montant : 229 000.00 euros
Durée : 12 mois
Index des tirages : EONIA
Taux d'intérêts : index + marge de 130 points de base.
Périodicité de facturation des intérêts : Mensuelle
Commission de réservation : 343.50 euros

Avis et vote du Conseil Municipal :

M. DURÉCU précise que la ligne de trésorerie n'a pas été débloquée depuis le début de l'année.

Par contre, son renouvellement est préférable, si des besoins en trésorerie surviennent d'ici la fin de l'année.

Les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité des votants, décident :

Afin de financer ses besoins ponctuels de trésorerie, la Commune de Doudeville a décidé de renouveler l'ouverture de crédit d'un montant maximum de 229 000.00 euros auprès de la banque DEXIA CLF.

Pour permettre le renouvellement de la convention d'ouverture de crédit, une délibération du Conseil Municipal est nécessaire.

Elle doit être prise dans les termes suivants :

Article 1 : Pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, la Commune de Doudeville décide de contracter auprès de Dexia CLF Banque, une ouverture de crédit d'un montant maximum de 229 000.00 euros, dans les conditions suivantes :

Montant : 229 000.00 euros
Durée : 12 mois
Index des tirages : EONIA
Taux d'intérêts : index + marge de 96 points de base.
Périodicité de facturation des intérêts : Trimestrielle
Commission de réservation : 458.00 euros

Article 2 : Le Conseil Municipal autorise Monsieur Le Maire, à signer le contrat d'ouverture de crédit avec Dexia CLF Banque.

Article 3 : Le Conseil Municipal autorise Monsieur Le Maire à procéder sans autre délibération aux demandes de versement des fonds et aux remboursements des sommes dues, dans les conditions prévues par le contrat d'ouverture de crédit de Dexia CLF Banque.

4) MAISON DE RETRAITE « PIERRE BENOIT CACHELEU » :

M. DURÉCU rappelle le problème à court terme de la maison de retraite de Doudeville, à savoir la remise aux normes de cet établissement suite aux prescriptions de la commission de sécurité du S.D.I.S.

Le montant des travaux de mise aux normes s'élève à 35 000.00 euros.

M. DURÉCU informe les membres du Conseil Municipal qu'il a rencontré MM. AUTRET et BERNARD du Département : le Conseil Général s'est engagé sur le financement de 50 % des travaux de mise en sécurité ; reste le solde.

Plusieurs maires du canton seraient favorables à un financement local de ce solde, par l'ensemble des communes du canton.

M. DURÉCU demande aux membres du Conseil Municipal leur accord pour financer le solde des travaux de sécurité de la maison de retraite (le solde varie entre 6 600.00 et 20 000.00 euros, selon l'effort de participation des communes du canton).

M. MALANDRIN est favorable à la proposition de M. DURÉCU. Cependant, il précise que la gestion de la maison de retraite est contrôlée par le Conseil Général et que ces dépenses de remise aux normes incombent à cette collectivité.

M. MALANDRIN espère que le taux minimum de financement du Conseil Général (50 %) va progresser. Il rappelle aussi que ces travaux doivent être lancés au plus tôt (dernier délai en mars 2011).

Enfin, il souligne que ces travaux seront à engager après l'avis de l'A.R.S, afin de garantir la pérennité de la maison de retraite.

M. DURÉCU propose aux membres du conseil municipal, un accord de principe concernant la participation de la commune au solde des travaux de mise en sécurité de la maison de retraite.

Les membres du Conseil Municipal, à l'unanimité des votants, donnent leur accord de principe concernant la participation de la commune au solde des travaux de mise en sécurité de la maison de retraite.

M. MOGIS informe les membres du Conseil Municipal que le Directeur de Cabinet du Président du Conseil Général va rencontrer les familles des résidents.

M. GEMEY ajoute qu'au vu des éléments de financement des travaux de sécurité, l'avenir de la maison de retraite semble s'éclaircir.

M. MALANDRIN précise qu'il est nécessaire d'attendre la réponse de l'A.R.S pour présenter un nouveau projet pour la maison de retraite.

5) QUESTIONS DIVERSES :

M. ORANGE informe les membres du conseil municipal qu'il est nécessaire de dénommer la voie qui mène à la résidence « les fleurs de lin ». Il propose « allée des fleurs de lin ».

Les membres du conseil municipal, à l'unanimité des votants, acceptent cette proposition.

M. GEMEY demande si les montants des loyers sont connus pour ces logements, ainsi que le prix des logements dédiés à l'accession.

M. PERCHE répond que les prix des logements en accession ne sont toujours pas connus.

Par contre, Mme FICET donne lecture des loyers. La copie de la grille des loyers sera transmise aux membres du conseil municipal.

Suite à la dernière réunion du conseil municipal, Mme FICET informe les membres du conseil que 53 jeunes doudevillais sont suivis par la Mission Locale.

M. MALANDRIN s'interroge sur la réalisation d'espaces naturels qui auraient dû être intervenir en périphérie des communes limitrophes aux éoliennes implantées à HARCANVILLE.

M. DURÉCU précise qu'une charte paysagère prévoit effectivement ces aménagements.

M. PERCHE ajoute qu'il posera cette question au prochain conseil communautaire.

M. GEMEY s'interroge sur la matérialisation des emplacements « 15 minutes ».

M. ORANGE lui répond qu'il est dans l'attente des devis qui sont actuellement complétés par d'autres travaux de signalisation.

M. MALANDRIN estime que la dernière place de stationnement de la rue Pierre LAMOTTE, en face du magasin EOLE, est dangereuse et gêne la circulation des véhicules.

M. ORANGE en convient et prévoit son effacement.

Mme CURDEL demande si la commune a reçu de nouvelles informations concernant la station service de Carrefour Market, qui était reconnue comme dangereuse.

M. PERCHE lui répond que nous n'avons rien reçu en mairie.

M. GEMEY demande si la commune a reçu des informations nouvelles sur l'implantation de la surface commerciale sur la zone du Bosc Malterre.

M. PERCHE n'a pas eu de nouveaux contacts.

M. GEMEY relève le peu de participation des doudevillais à la dernière réunion publique (16 personnes). Il regrette que les personnes qui ont été à l'initiative de l'association contre

l'augmentation de la fiscalité ainsi que les personnes concernées par les nouveaux projets municipaux ne soient pas venues à cette réunion.

M. JOBBIN informe les membres du conseil municipal que la Communauté de Commune a décidé de prendre en charge 1/3 du tarif de l'adhésion à l'école de musique de Doudeville, pour tous les enfants de la Communauté de Commune (y compris les doudevillais). Le plafond de participation est fixé à 200.00 euros.

M. JOBBIN précise que les tarifs à l'école de musique vont être réajustés.

Il informe aussi les membres du Conseil, d'une réunion de préparation le 17 mai prochain afin de lancer une première « Fête du sport » à Doudeville, journée de découverte des activités sportives proposées par les associations doudevillaises.

Cette réunion de préparation se fera avec les présidents des associations sportives de Doudeville.

Cette « Fête du sport » est, pour le moment, fixée au 03 septembre 2010.

Mme FICET informe les membres du conseil municipal de la décision du C.C.A.S de récompenser les jeunes doudevillais qui auront obtenu un diplôme en 2010 (du brevet au baccalauréat, en passant par le CAP ou le BEP). Les nouveaux diplômés recevront un bon CADHOC d'un montant de 35.00 euros.

La cérémonie de remise des récompenses aura lieu le même jour que la Fête du sport, en soirée.

M. DURÉCU ajoute que les mamans seront mises à l'honneur, à l'occasion d'une cérémonie qui est prévue à titre d'essai, le samedi 29 mai 2010 à 18h00, veille de la Fête des Mères.

M. DURÉCU informe les conseillers municipaux qu'ils sont invités à la signature de la convention de partenariat entre le SDIS et la commune de Doudeville, le 10 mai prochain à 17h00.

M. GEMEY demande si le compromis de vente a été signé pour le terrain situé dans le prolongement de la caserne des pompiers.

M. DURÉCU répond que la signature du compromis a été reportée : un bornage complet du terrain est nécessaire à l'établissement de l'acte.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 H 15.

La prochaine séance du Conseil Municipal est fixée
au mardi 08 juin 2010, à 18h30.